

0.a. Objectif

Objectif 1 : Éliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde

0.b. Cible

Cible 1.1 : D'ici à 2030, éliminer complètement l'extrême pauvreté dans le monde entier (s'entend actuellement du fait de vivre avec moins de 1,25 \$ (dollar américain) par jour)

0.c. Indicateur

Indicateur 1.1.1 : Proportion de la population vivant en dessous du seuil de pauvreté fixé au niveau international, par sexe, âge, situation dans l'emploi et lieu de résidence (zone urbaine/zone rurale)

0.e. Mise à jour des métadonnées

Dernière mise à jour : 19 juillet 2016

0.g. Organisation(s) internationale(s) responsable(s) de la surveillance mondiale

Information institutionnelle

Organisation(s) :

Banque mondiale

2.a. Définition et concepts

Concepts et définitions

Définition :

L'indicateur "proportion de la population sous le seuil de pauvreté international" est défini comme le pourcentage de la population vivant avec moins de 1,90 \$ par jour aux prix internationaux de 2011. L'indicateur "seuil de pauvreté international" est actuellement fixé à 1,90 \$ par jour aux prix internationaux de 2011.

Concepts :

Pour évaluer la pauvreté dans un pays donné et identifier la meilleure façon de la réduire, on se concentre sur un seuil de pauvreté jugé approprié pour ce dernier. Mais comment parler de manière significative de “la pauvreté dans le monde” ? Les seuils de pauvreté varient d'un pays à l'autre en fonction des pouvoirs d'achat et ont tendance dans les pays les plus riches à être plus élevés. Mais pour mesurer de manière cohérente la pauvreté absolue mondiale en termes de consommation, nous devons traiter de la même manière deux personnes ayant le même pouvoir d'achat, soit que les deux sont pauvres ou pas, même si elles vivent dans des pays différents.

Depuis le Rapport sur le développement dans le monde 1990, la Banque mondiale s'efforce d'appliquer une norme commune pour mesurer l'extrême pauvreté, en se basant sur ce que signifie la pauvreté dans les pays les plus pauvres du monde. Le bien-être des personnes vivant dans différents pays peut être mesuré sur une échelle commune en ajustant les différences de pouvoir d'achat des devises. La norme communément utilisée d'un dollar par jour, mesurée aux prix internationaux de 1985 et ajustée à la devise locale à l'aide de la parité des pouvoirs d'achat (PPA), a été choisie pour le Rapport sur le développement dans le monde 1990 parce qu'elle était typique des seuils de pauvreté dans les pays à faible revenu de l'époque. Comme les différences de coût de la vie dans le monde évoluent, le seuil de pauvreté international doit être périodiquement mis à jour à l'aide de nouvelles données sur les prix de la PPA pour refléter ces changements. La dernière modification remonte à octobre 2015, lorsque la Banque mondiale a adopté le seuil de pauvreté international de 1,90 \$ en utilisant la PPA de 2011. Avant cela, la mise à jour de 2008 avait fixé le seuil de pauvreté international à 1,25 \$ en utilisant la PPA de 2005. Les mesures de la pauvreté basées sur les seuils de pauvreté internationaux tentent de maintenir constante la valeur réelle du seuil de pauvreté entre les pays, comme cela est fait lors de comparaisons dans le temps. Les premières éditions des Indicateurs du développement dans le monde (IDM) de la Banque mondiale utilisaient les PPA des Penn World Tables pour convertir les valeurs en devise locale, en pouvoir d'achat équivalent mesuré en dollars américain. Les éditions ultérieures ont utilisé les estimations des PPA de consommation de 1993, 2005 et 2011 produites par le Programme de comparaison internationale (PCI) de la Banque mondiale.

3.a. Sources de données

Sources de données

Description :

La Banque mondiale reçoit généralement les données directement des Bureaux nationaux de statistiques (BNS). Dans certains cas, la Banque utilise des données reçues indirectement. Par exemple, elle reçoit des données d'Eurostat et de l'Étude sur le revenu du Luxembourg (LIS), qui lui fournissent les données qu'ils ont reçues / harmonisées. L'Universidad Nacional de La Plata, l'Argentine et la Banque mondiale gèrent conjointement la base de données SEDLAC (Socio-Economic Database for Latin American and Caribbean), qui comprend des statistiques harmonisées sur la pauvreté et d'autres variables distributionnelles et sociales de 24 pays d'Amérique latine et des Caraïbes, basées sur des microdonnées provenant d'enquêtes auprès des ménages menées par les BNS.

Les données sont obtenues dans le cadre de programmes spécifiques à chaque pays, notamment des programmes d'assistance technique et des activités conjointes d'analyse et de renforcement des capacités. La Banque mondiale entretient des relations avec les BNS sur des programmes de travail impliquant des systèmes statistiques et d'analyse de données. La Banque mondiale travaille généralement avec les BNS sur la mesure et l'analyse de la pauvreté dans le cadre des activités d'assistance technique.

Au sein de la Banque mondiale, le Groupe de travail sur la pauvreté mondiale (GPWG) est responsable de la collecte, de la validation et de la compilation des estimations de la pauvreté. Le

GPWG archive les ensembles de données obtenus des BNS et les harmonise ensuite en appliquant des méthodologies communes. L'objectif du GPWG est de s'assurer que les données sur la pauvreté et les inégalités générées, conservées et diffusées par la Banque mondiale sont à jour, répondent à des normes de haute qualité, sont bien documentées et sont cohérentes d'un canal de diffusion à l'autre. Les membres du GPWG produisent et mettent à jour les estimations de la proportion de la population vivant sous le seuil de pauvreté international en utilisant les données brutes généralement fournies par les gouvernements nationaux. Les données brutes sont obtenues par les économistes de la pauvreté par l'intermédiaire de leurs contacts dans les BNS, et leur qualité est vérifiée avant d'être soumise à une analyse plus approfondie. Les données brutes peuvent être des données unitaires d'enquêtes ou des données groupées, selon les accords conclus avec les gouvernements nationaux. Dans la plupart des cas, l'agrégat de bien-être, élément essentiel pour l'estimation de la pauvreté, est généré par les gouvernements nationaux. Parfois, la Banque mondiale doit construire l'agrégat du bien-être ou ajuster l'agrégat fourni par le pays.

Liste :

Directement des BNS ou indirectement d'autres sources - voir la section Sources de données.

3.b. Méthode de collecte des données

Procédure de collecte :

La Banque mondiale partage et rend publiques de manière transparente les méthodologies pour toutes sortes d'ajustements aux données originales (par exemple, par le biais de son site web PovcalNet et de ses divers documents analytiques). Les estimations de la pauvreté sont élaborées par des économistes, qui travaillent en étroite collaboration avec leurs homologues des gouvernements nationaux pour chaque mise à jour des données sur la pauvreté.

3.c. Calendrier de collecte des données

Calendrier

Collecte de données :

La collecte des données de base est en cours par le GPWG de la Banque mondiale. Le calcul des nouvelles estimations de la pauvreté à l'aide de données de base mises à jour a normalement lieu chaque année, de mai à septembre.

3.d. Calendrier de diffusion des données

Publication des données:

Le groupe de la Banque mondiale s'est engagé à mettre à jour les données sur la pauvreté chaque année. Les estimations mises à jour sont publiées lors de l'assemblée annuelle de la Banque mondiale, en octobre de chaque année.

3.e. Fournisseurs de données

Fournisseurs de données

La Banque mondiale reçoit généralement les données directement des BNS. Dans d'autres cas, elle utilise les données des BNS reçues indirectement. Il est possible de consulter la section Sources de données pour plus de détails.

3.f. Compilateurs des données

Compilateur des données

Banque mondiale

4.a. Justification

Justification :

La surveillance de la pauvreté importe dans le programme de développement mondial ainsi que dans celui de développement national de nombreux pays. La Banque mondiale a produit ses premières estimations de la pauvreté dans les pays en développement pour le Rapport sur le développement dans le monde 1990 : Pauvreté (Banque mondiale 1990) en utilisant des données d'enquêtes sur les ménages pour 22 pays (Ravallion, Datt, et van de Walle 1991). Depuis lors, le nombre de pays qui réalisent des enquêtes sur les revenus et les dépenses des ménages a considérablement augmenté. Le Groupe de recherche sur le développement de la Banque mondiale maintient une base de données qui est mise à jour chaque année à mesure que de nouvelles données d'enquête sont disponibles (et peut donc contenir des données plus récentes ou des révisions) et procède chaque année à une réévaluation majeure des progrès réalisés dans la lutte contre la pauvreté. PovcalNet est un outil de calcul interactif qui permet aux utilisateurs de reproduire ces estimations de la pauvreté comparables au niveau international de 1,90 \$ et 3,10 \$ par jour, au niveau mondial, régional et national et de calculer des mesures de la pauvreté pour des regroupements de pays personnalisés et pour différents seuils de pauvreté.

Le Portail des données sur la pauvreté et l'équité donne accès à la base de données et à des tableaux de bord conviviaux avec des graphiques et des cartes interactives qui permettent de visualiser les tendances des principaux indicateurs de pauvreté et d'inégalité pour différentes régions et pays. Les tableaux de bord des pays affichent les tendances des mesures de la pauvreté basées sur des seuils de pauvreté nationaux ainsi que des estimations comparables au niveau international, produites à partir de PovcalNet et de façon cohérente avec celui-ci.

4.b. Commentaire et limites

Commentaires et limites :

Cinq pays ; Bangladesh, Cap-Vert, Cambodge, Jordanie et Laos, utilisent les facteurs de conversion de PPA de 2005 et les seuils de pauvreté correspondants de 1,25 \$ par jour et 2 \$ par jour. Cela est dû aux écarts importants entre le taux de variation des facteurs de la PPA et le taux de variation des indices des prix à la consommation intérieurs. Veuillez consulter l'encadré 1.1 du Rapport de suivi mondial 2015/2016 (<https://reliefweb.int/report/world/rapport-de-suivi-mondial-20152016-objectifs-de-d-veloppement-dans-une-re-de-changement>) pour une explication détaillée.

Malgré les progrès réalisés au cours de la dernière décennie, la mesure de la pauvreté demeure un défi. L'actualité, la fréquence, la qualité et la comparabilité des enquêtes sur les ménages doivent augmenter considérablement, en particulier dans les pays les plus pauvres. La disponibilité et la qualité des données pour le suivi de la pauvreté demeurent faibles dans les petits états, les pays en situation précaire, ceux à faible revenu et même certains pays à revenu intermédiaire. La faible fréquence et le manque de comparabilité des données disponibles dans certains pays créent une incertitude quant à l'ampleur de la réduction de la pauvreté.

En plus de la fréquence et de l'actualité des données d'enquête, d'autres problèmes liés à la qualité des données se posent lors de la mesure du niveau de vie des ménages. Les enquêtes incluent des questions détaillées sur les sources de revenus et la manière dont ils ont été dépensés qui doivent être soigneusement enregistrées par un personnel qualifié. Les revenus sont généralement plus difficiles à mesurer avec précision, et la consommation se rapproche de la notion de niveau de vie. De plus, les revenus peuvent varier dans le temps, même si le niveau de vie ne varie pas. Par contre, les données sur la consommation ne sont pas toujours disponibles : les dernières estimations présentées ici utilisent des données sur la consommation pour environ deux tiers des pays.

Toutefois, des enquêtes similaires peuvent ne pas être strictement comparables en raison de différences dans le calendrier ou dans la qualité et la formation des recenseurs. Les comparaisons entre des pays ayant des niveaux de développement différents posent également un problème potentiel en raison des différences dans l'importance relative de la consommation de biens non marchands. La valeur marchande locale de toute consommation en nature (y compris la production propre, particulièrement importante dans les économies rurales sous-développées) doit être incluse dans les dépenses totales de consommation, mais ne l'est pas forcément. La plupart des données d'enquête comprennent maintenant des évaluations pour la consommation ou le revenu de la production propre, mais les méthodes d'évaluation varient.

4.c. Méthode de calcul

Méthodologie

Méthode de calcul :

Pour mesurer la pauvreté de manière cohérente dans les différents pays, les mesures internationales de la Banque mondiale appliquent une norme commune, ancrée sur ce que «pauvreté» signifie dans les pays les plus pauvres du monde. Le seuil original de «1\$ par jour» était basé sur une compilation de seuils nationaux pour seulement 22 pays en développement, provenant principalement d'études académiques des années 1980 (Ravallion, et coll., 1991). Bien qu'il s'agisse de la meilleure méthode disponible à l'époque, l'échantillon n'était guère représentatif des pays en développement, même dans les années 80. Depuis lors, des seuils de pauvreté nationaux ont été établis pour de nombreux autres pays. Sur la base d'une nouvelle compilation des seuils nationaux pour 75 pays en développement, Ravallion, Chen et Sangraula (RCS) (2009) ont proposé un nouveau seuil de pauvreté international de 1,25 \$ par jour. Il s'agit du seuil de pauvreté moyen pour les 15 pays les plus pauvres de leur base de données.

Le seuil de pauvreté extrême actuel est fixé à 1,90 \$ par jour en PPA de 2011, ce qui représente la moyenne des seuils de pauvreté nationaux des 15 pays les plus pauvres classés selon la consommation par habitant. Le nouveau seuil de pauvreté maintient la même norme pour l'extrême pauvreté, le seuil de pauvreté typique des pays les plus pauvres du monde, mais le met à jour en utilisant les informations les plus récentes sur le coût de la vie dans les pays en développement.

Lors de la mesure de la pauvreté internationale d'un pays, le seuil de pauvreté international en PPA est converti en monnaie locale au prix de 2011 et est ensuite converti aux prix en vigueur au moment de l'enquête auprès des ménages concernés en utilisant le meilleur indice des prix à la consommation (IPC) disponible. (De même, les données de l'enquête sur la consommation ou le revenu des ménages pour l'année d'enquête sont exprimées aux prix de l'année de base du PCI, puis converties en dollars de PPA.) Le taux de pauvreté est ensuite calculé à partir de cette enquête. Toutes les comparaisons intertemporelles sont en termes réels, car elles sont évaluées à l'aide de l'IPC spécifique au pays. Des méthodes d'interpolation/extrapolation sont utilisées pour aligner les estimations basées sur l'enquête avec ces années de référence.

4.f. Traitement des valeurs manquantes (i) au niveau national (ii) au niveaux régional

Traitement des valeurs manquantes :

- Au niveau national :

Il n'y a pas d'«imputation» au sens traditionnel du terme pour les données nationales manquantes. Toutefois, pour générer des agrégats régionaux et mondiaux pour les années de référence, les données nationales sont imputées pour les années où aucune enquête n'est menée. Ces données imputées sont utilisées pour l'agrégation, mais pas pour remplacer les données d'enquête réelles. La section suivante sur le traitement des valeurs manquantes aux niveaux régional et mondial fournit plus de détails sur la méthode d'imputation.

- Aux niveaux régional et mondial :

Pour comparer les taux de pauvreté entre pays et calculer des agrégats régionaux, les estimations des pays doivent d'abord être «alignées» sur une année de référence commune, en interpolant pour les pays pour lesquels les données d'enquête ne sont pas disponibles pour l'année de référence, mais sont disponibles soit avant, soit après, soit les deux. Plus il y a de données d'enquête disponibles (c'est-à-dire plus il y a de données pour différentes années), plus l'interpolation est précise.

Le processus nécessite d'ajuster la moyenne des revenus ou des dépenses observés au cours de l'année d'enquête par un facteur de croissance pour en déduire le niveau non observé au cours de l'année de référence. Ainsi, deux hypothèses sont nécessaires pour mettre en œuvre ce processus : une croissance neutre en termes de distribution et un taux de croissance réel entre l'année d'enquête et l'année de référence.

La croissance neutre en termes de distribution implique que la distribution relative des revenus ou des dépenses observée au cours des années d'enquête reste inchangée. Sous cette hypothèse, il est facile d'interpoler l'estimation de la pauvreté pour une année de référence donnée selon un taux de croissance donné des revenus ou des dépenses. Les taux de variation de la consommation réelle par habitant doivent être basés sur la variation de la consommation réelle mesurée en comparant les données d'enquête des pays sur différentes années. Dans la pratique, cependant, les données d'enquête ne sont pas disponibles sur une base annuelle, et ce pour la plupart des pays. Par conséquent, on utilise à la place : la variation de la consommation privée par habitant telle que mesurée à partir des comptes nationaux. Bien qu'il ne soit pas possible de garantir que la mesure du revenu ou de la consommation

basée sur l'enquête, évolue exactement au même rythme que la consommation privée dans les comptes nationaux, il semble que ce soit la meilleure option disponible.

Lorsque l'année de référence se situe entre deux années d'enquête, une estimation de la consommation moyenne pour l'année de référence est construite en extrapolant les moyennes obtenues à partir des enquêtes précédant et suivant l'année de référence. La deuxième étape consiste à calculer le taux de pauvreté par habitant à l'année de référence après avoir normalisé les distributions observées au cours des deux années d'enquête par la moyenne de l'année de référence. On obtient ainsi deux estimations des taux de pauvreté par habitant au cours de l'année de référence. Le taux de pauvreté par habitant final déclaré pour les années de référence est l'interpolation linéaire des deux. Lorsque les données d'une seule année d'enquête sont disponibles, la moyenne de l'année de référence est basée sur la moyenne de l'enquête en appliquant le taux de croissance de la consommation privée par habitant provenant des comptes nationaux. L'estimation de la pauvreté pour l'année de référence est alors basée sur cette moyenne et sur la distribution observée au cours de la seule année d'enquête. Plus la couverture des données est bonne en termes de nombre et de fréquence des enquêtes disponibles, plus ce processus d'alignement est précis et plus les estimations régionales sont fiables.

Le ratio agrégé par habitant pour une région est la moyenne pondérée selon la population des indices de pauvreté dans les pays de cette région. Le nombre de pauvres dans chaque région est le produit de l'indice de pauvreté de la région et de la population régionale totale. Cela suppose que le taux de pauvreté d'un pays sans enquête sur les ménages est égal à la moyenne régionale.

4.g. Agrégations régionales

Agrégats régionaux :

Comme les enquêtes ne sont pas menées chaque année dans la plupart des pays, les estimations de la pauvreté doivent être établies pour les années de référence par interpolation ou extrapolation en utilisant les données des comptes nationaux. Ces estimations pour les années de référence sont ensuite agrégées aux niveaux régional et mondial. Les agrégats régionaux et mondiaux sont des moyennes pondérées en fonction de la population.

5. Disponibilité des données et désagrégation

Disponibilité des données

Description :

Disponibilité des données (mesurée en termes de nombre de pays disposant d'au moins une observation par région) :

2010 à aujourd'hui

Asie et Pacifique : 23 (40 si les estimations modélisées sont incluses) ; Afrique : 23 (48 si les estimations modélisées sont incluses) ; Amérique latine et Caraïbes : 19 (21 si les estimations modélisées sont incluses)

Europe, Amérique du Nord, Australie, Nouvelle-Zélande et Japon : 17 (25 si les estimations modélisées sont incluses)

2000-2009

Asie et Pacifique : 38 (40 si les estimations modélisées sont incluses) ; Afrique : 47 (48 si les estimations modélisées sont incluses) ; Amérique latine et Caraïbes : 21 (21 si les estimations modélisées sont incluses)

Europe, Amérique du Nord, Australie, Nouvelle-Zélande et Japon : 20 (25 si les estimations modélisées sont incluses)

Désagrégation :

Des travaux sont en cours à la Banque mondiale pour des estimations désagrégées de la pauvreté.

6. Comparabilité / Dérogation des normes internationales

Sources des divergences :

La pauvreté nationale est un concept différent de la pauvreté mondiale. Le taux de pauvreté national est défini par des seuils de pauvreté spécifiques à chaque pays, en monnaie locale, qui diffèrent en termes réels d'un pays à l'autre et qui sont différents du seuil de pauvreté international de 1,90 \$ par jour. Ainsi, les taux de pauvreté nationaux ne peuvent pas être comparés entre les pays ou avec le taux de pauvreté de 1,90 \$ par jour.

7. Références et documentation

Références

URL :

www.banquemonddiale.org/

Références :

Pour plus d'informations et la méthodologie, il est possible de consulter PovcalNet (<http://iresearch.worldbank.org/PovcalNet/index.htm>).

Il est également possible de consulter :

<http://documents.banquemonddiale.org/curated/fr/360021468187787070/A-global-count-of-the-extreme-poor-in-2012-data-issues-methodology-and-initial-results>

Pour un aperçu, il est possible de consulter :

<https://www.banquemonddiale.org/fr/topic/poverty/brief/global-poverty-line-faq>

Pour un lien complet vers les documents de référence, les documents de travail et les articles de revues scientifiques, il est possible de consulter :

<http://iresearch.worldbank.org/PovcalNet/index.htm?0,4>

A Measured Approach to Ending Poverty and Boosting Shared Prosperity : Concepts, Data, and the Twin Goals. (<http://www.worldbank.org/en/research/publication/a-measured-approach-to-ending-poverty-and-boosting-shared-prosperity>.)